



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE DE TRAVAUX
MISE EN SECURITE DE L'ETABLISSEMENT DE L'UNION
IMMOBILIERE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE
(U.I.O.S.S.) DE LA MARNE – PHASE 1
MAPA n°01/2023

Dénomination du Maître d'ouvrage:

UNION IMMOBILIERE des ORGANISMES de SECURITE SOCIALE
(U.I.O.S.S.) de la MARNE
14, rue du Ruisselet
51000 REIMS

Le pouvoir adjudicateur (maître d'ouvrage) est représenté par :
Monsieur le Directeur de l'UIOSS de la Marne,
Philippe ULMANN

DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS

Le lundi 12 juin 2023 à 11h00

Procédure Adaptée passée en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123 – 4 à 6, R.2131-12 et 13, R.2131-18 du code de la commande publique.

En application des dispositions prévues à l'article R2132-7 du Code de la commande publique, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre) sont transmis par voie électronique. Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent également par voie électronique.

Aucune transmission par voie papier n'est autorisée pour cette consultation
Aucune transmission sur support physique électronique n'est autorisée pour cette consultation

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>



ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 – Objet de la consultation

Le présent marché de travaux a pour objet la réalisation la phase 1 des travaux de mise en sécurité de l'établissement de l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale (UIOSS) de la Marne, comprenant :

- les modifications apportées au système de sécurité incendie et d'alarme :
 - mise en œuvre de déclencheurs manuels à chaque issue, à tous les niveaux,
 - mise en œuvre diffusion d'alarme générale audible en tous points, à tous les niveaux,
 - mise en œuvre de flashes dans les sanitaires, à tous les niveaux,
 - mise en œuvre de complément de détection incendie dans les locaux à risques ne présentant pas un isolement coupe-feu, conforme, à tous les niveaux, mise en œuvre de l'asservissement SSI sur les portes à contrôle d'accès.
- les modifications apportées à l'éclairage de sécurité :
 - mise en œuvre de l'éclairage de sécurité par BAES, à tous les niveaux.
- les modifications apportées à l'isolement des cages d'escaliers :
 - remplacement des portes d'accès aux cages d'escaliers, à tous les niveaux,
 - mise en œuvre de détection incendie dans les gaines techniques situées sur les paliers des escaliers et dans les escaliers, à tous les niveaux.

Le bâtiment de l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Marne est implanté 14 rue du Ruissellet / 202 rue des Capucins / 21 rue des Moulins à Reims

Le bâtiment comprend 10 niveaux, répartis de la manière suivante :

- Niveau R-2 :
 - Locaux non accessibles au public : parc de stationnement couvert, locaux de stockage et d'archives, locaux techniques.
- Niveau R-1 - RDJ :
 - Locaux non accessibles au public : parc de stationnement couvert, locaux de stockage et d'archives, bureaux, locaux techniques.
 - Locaux accessibles au public : une salle de réunion (type L).
- Niveau RDC :
 - Locaux non accessibles au public : bureaux, logement gardien.
 - Locaux accessibles au public : halls et bureaux d'accueil du public.
- Niveaux R+1 à R+6 :
 - Locaux non accessibles au public : bureaux, salles de réunions, locaux techniques.
- Niveau R+7 :
 - Locaux non accessibles au public : locaux techniques.

Le projet concerne l'ensemble des bâtiments y compris les sous-sols. Les travaux seront partiellement réalisés en sous-section 4 selon indications aux CCTP.

Le bâtiment de l'U.I.O.S.S. est un établissement de 2ème catégorie de type W avec activités de type L.



L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou de réutilisation.

1.2 - Procédure de passation

Le marché est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et en application des articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123 – 4 à 6, R 2131-12 et 13, R 2131-18 du code de la commande publique.

1.3 – Type

☐ Fournitures

☐ Services

☒ Travaux

Nomenclature communautaire (CPV) :

Classification principale	
45312100-8	Travaux d'installation de systèmes avertisseurs d'incendie

1.4 – Décomposition de la consultation

La présente opération est divisée en 05 lots définis ci-dessous :

Lot n°	Intitulé du lot	Classification(s) CPV complémentaire(s)	
01	Alarmes Incendie	45343000	Travaux d'installation de dispositifs de prévention contre les incendies
02	Eclairage de Sécurité		
03	Cloisons - Plafonds	45421146-9	Mise en place de plafonds suspendus
04	Menuiserie Intérieure Bois	45421152-4	Installation de cloisons
05	Peinture –Revêtement de sols	45442100-8	Travaux de peinture
		45432111-5	Travaux de pose de revêtements de sols souples

Les candidats pourront présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots.



L'attribution de chaque lot donnera lieu à l'établissement d'un marché distinct et notamment par la signature d'un acte d'engagement (ATTR11).

1.5 – Durée du marché – Délais d'exécution

Le marché débute à la date de réception de la notification du marché par le maître d'ouvrage et se termine à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. L'objectif est un achèvement des travaux en **février 2024 soit 22 semaines**, période de préparation comprise.

Ce délai prend en compte une période de préparation de 6 semaines.

La période d'exécution des travaux de 16 semaines.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Conditions de participation des concurrents

Pour cette consultation, les concurrents se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le maître d'ouvrage est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Il est rappelé aux concurrents que les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous la forme d'un candidat unique possédant toutes les compétences réclamées, du groupement solidaire ou du groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Conformément à l'article R 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise du pli contenant la candidature et l'offre et la date de signature du marché.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au maître d'ouvrage l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du maître d'ouvrage, un ou plusieurs sous-traitants.

Un même opérateur économique, quel que soit son statut, ne pourra candidater pour un même lot ou marché à la fois en tant que candidat individuel et dans le cadre d'un groupement dont il serait membre.



2.2 - Délai de validité des propositions

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des plis.

Pendant toute cette période, l'opérateur économique ne pourra se soustraire à ses engagements, l'acte d'engagement constituant une promesse unilatérale de contrat à laquelle la signature par le maître d'ouvrage donne force de contrat et dont la notification rend l'acte exécutoire et opposable à l'opérateur cocontractant.

Au-delà du délai de validité, les opérateurs économiques seront libérés de leur engagement.

2.3 - Modification de détail du dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard **7 jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 – Clause de réexamen

Conformément à l'article 54 du CCAG applicable aux marchés de travaux et l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, en cas de circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir qui dans leur nature ou leur ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R2191-3 du Code de la commande publique, un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

En cas de travaux supplémentaires devenus nécessaires résultant de l'obligation de mise en sécurité du bâtiment ou lorsqu'en raison de la complexité de l'opération de nouveaux travaux s'avèrent nécessaire(s), il sera fait application des articles R.2194-1 à 4 du Code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R2194-7 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications quelques soit leur montant ne sont pas substantielles.



Dans l'un des cas cités ci-dessus, les parties conviennent par voie d'avenant des modalités de prises en charge de ces modifications.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du Code de la commande, le marché peut être modifiée lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens et à 10% (fourniture et service) et 15% (travaux) du montant du marché initial.

2.5 - Visite obligatoire¹

Les candidats devront obligatoirement effectuer une visite des lieux avant la remise de leur offre. Lors de cette visite **une attestation** leur sera remise. Les candidats souhaitant soumissionner devront remettre cette attestation dans le cadre de leur offre.

Il sera dressé un procès-verbal de présence qui listera les opérateurs économiques dûment représentés, les représentants ayant signé ledit procès-verbal, ainsi que ceux qui, nonobstant l'obligation de venir à cette visite, ne seront pas venus et ne se seront pas fait représentés.

Les visites s'effectueront sur une demi-journée, les candidats devront se tenir disponibles sur toute la durée de la visite. Aucune attestation ne sera délivrée si les candidats n'ont pas effectués la totalité de la visite.

A l'issue de chaque visite il sera collecté les adresses mails de chacun des soumissionnaires à laquelle ils pourront recevoir, via un canal sécurisé, les plans du bâtiment.

Lors des visites, si les candidats constatent toute anomalie, incohérence ou impossibilité technique avec les informations contenues dans le DCE, il prendra soin de signaler au pouvoir adjudicateur, par écrit sur le profil acheteur de l'UIOSS de la Marne, dans les mêmes conditions qu'exposées à l'article 11 du présent Règlement de la Consultation.

Les visites devront **obligatoirement** être effectuées aux jours et horaires définis ci-après, aucun candidat ne sera admis hors de celles-ci :

- Le lundi 22 mai 2023 à 9h00,
- Le mardi 23 mai 2023 à 9h00,
- Le mardi 30 mai 2023 à 9h00,
- Le mercredi 31 mai 2023 à 9h00.

Les candidats devront se présenter à l'accueil situé au 16 rue du Ruisselet, 51100 Reims et seront reçus par Monsieur Bourdin, joignable au 06.34.39.61.14 / 03.26.83.22.74.



ARTICLE 3 – SOLUTION DE BASE/VARIANTES/PSE

Les offres de prix figurant à l'acte d'engagement doivent obligatoirement respecter les prescriptions de la solution de base.

3.1 - Solution de base

Le candidat doit obligatoirement remettre une offre conforme à la solution de base telle qu'elle a été définie par le maître de l'ouvrage sans apporter aucune modification. Toute modification des prestations attendues en solution de base entraînera le rejet de l'offre pour irrégularité.

Toutefois, dans le cadre de son obligation de conseil le candidat a aussi l'obligation de signaler au maître de l'ouvrage les impossibilités techniques patentées qui contreviennent à la réalisation de l'ouvrage soit parce qu'elles compromettent de manière certaine la solidité de l'ouvrage soit parce qu'elles compromettent de manière certaine sa destination.

Par ailleurs, lors de la consultation du DCE et avant la remise de l'offre, le candidat prendra soin de signaler au pouvoir adjudicateur, par écrit sur le profil acheteur de l'UIOSS de la Marne, dans les mêmes conditions qu'exposées à l'article 11 du présent Règlement de la Consultation, toute anomalie, incohérence ou impossibilité technique avec les informations contenues dans le DCE.

Si toutefois des incohérences ou des impossibilités demeurent, le soumissionnaire devra alors remettre une note de synthèse circonstanciée accompagnant son offre, ainsi que des notes de calculs permettant d'étayer son raisonnement ou tout autre document lui permettant de démontrer ses assertions.

3.2 - Variantes

Conformément à l'article R 2151-8 du code de la commande publique les variantes ne sont pas autorisées

3.3 - Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

ARTICLE 4 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L 2112-2 du code de la commande publique, pour l'ensemble des lots, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. Celles-ci sont précisées à l'article 32 du CCAP.



ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation et ses annexes :
 - Annexe n° 1 - Transmission des candidatures et offres par voie dématérialisée,
 - Annexe n° 2 – Signature électronique,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe,
 - Annexe n° 1 – Attestation de visite,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) Tout Corps d'Etat (TCE) et ses annexes :
 - Annexe n°1 – Notice de sécurité incendie
 - Annexe n°2 – Notice d'Accessibilité
 - Annexe n°3 – Cahier des charges fonctionnel SSI
 - Annexe n°4 – Diagnostic Repérage Amiante Avant Travaux
 - Annexe n°5 - Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S)
 - Annexe n°6 – Rapport Initial – Contrôle Technique
 - Annexe n°7 – Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatifs à chacun des lots (un par lot),
- La lettre de candidature (DC1 dans sa version du 01/04/2019),
- La déclaration du candidat (DC2 dans la version du 01/04/2019),
- La déclaration de sous-traitance (DC4 dans la version du 01/04/2019),
- L'acte d'engagement (ATTRI1 dans la version du 01/04/2019),
 - Annexe n°1-Le modèle de Cadre de Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (CDPGF) (une par lot),
 - Annexe n°2 – L'engagement de confidentialité et son annexe Livret de sécurité

En application de l'article R 2132-7 du code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité et de répondre via le site dont l'adresse internet est : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la procédure, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation des Entreprises, les candidats devront s'inscrire sur la plateforme. Pour cela, ils doivent renseigner leur nom (raison sociale...), une adresse électronique valide ainsi que le nom d'un correspondant (favoriser l'utilisation d'une adresse mail générique à une nominative).



Recommandations:

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale (UIOSS) de la Marne les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- *1/ Format des fichiers* - Il est recommandé de :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe » et les « .bat »,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros",
- faire en sorte que le pli ne soit pas trop volumineux. En effet, le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du pli et engendre ainsi un risque de réception hors délai.

- *2/ Nom des fichiers* - Il est recommandé :

- d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) ; , / \ ° : * ? < >
- de privilégier les caractères alphanumériques et l'underscore

Afin de faciliter l'extraction des documents contenus dans le zip, il est également recommandé de limiter le nombre de caractères dans le nom du fichier zippé.

- *3/ Lisibilité :*

Dans l'hypothèse où les candidats prévoient d'insérer dans leur pli des documents non fournis par l'UIOSS de la Marne, ils doivent les scanner avec une définition suffisante garantissant leur lisibilité.

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à l'UIOSS de la Marne. Le candidat est donc réputé avoir été informé que l'UIOSS de la Marne est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de l'UIOSS de la Marne.

ARTICLE 6 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les propositions doivent être obligatoirement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si des documents en langue étrangère sont fournis, ceux-ci devront être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations.

Le maître d'ouvrage appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Conformément aux dispositions des articles R 2143-13 et R 2143-14 du Code de la



commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra, en revanche, fournir à nouveau les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

6.1- Documents à produire pour la candidature (par voie électronique exclusivement)

Soit via le DUME :

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un DUME, en lieu et place du dossier de candidature « standard » (DC1, DC2 et DC4).

Les documents et renseignements exigés au niveau de la candidature qui ne peuvent être fournis via le DUME doivent impérativement être fournis en sus du DUME dans le dossier de candidature.

Ce formulaire est à renseigner sur la plateforme PLACE.

Un guide d'utilisation est disponible à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseGuide>

Soit via les formulaires DC1, DC2 et DC4 :

Afin d'optimiser la transparence d'analyse de l'ensemble des candidatures, et dans un souci d'égalité de traitement entre les soumissionnaires, il est fortement apprécié et recommandé aux postulants d'utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), **dernière mise à jour en vigueur**, pour présenter leur candidature.

Ces documents sont joints dans Dossier de Consultation des Entreprises ou disponibles gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ils contiennent les éléments indiqués ci-dessous :

Au titre de leur capacité juridique

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11, R.2143-3 et R.2143-9 du code de la commande publique :

- Lettre de candidature ou la lettre de candidature – formulaire DC1 (dans la version du 01/04/2019) ;



- La déclaration du candidat - formulaire DC2 (dans la version du 01/04/2019) ;
- Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat dans le cadre de la consultation ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et 45 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique 48 et qu'il est en règle au regard du respect des articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (article R.2344-2 du code de la commande publique).

Les documents et renseignements relatifs à l'aptitude et aux capacités des candidats :

Pour un candidat se présentant seul ou pour chaque membre du groupement d'opérateurs économiques, sont fournis les renseignements et documents suivants :

a) Au titre de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle :

- **La carte d'identification professionnelle** ou le cas échéant, lorsque la demande vient d'être réalisée (sur le site : <https://www.cartebp.fr/la-nouvelle-carte-btp-est-la-seule-valable-sur-les-chantiers.html>) une copie de l'attestation provisoire délivrée, conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

Remarque : Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée. Le ou les titulaire(s) veilleront à ce que cette carte soit visible de tous soit en l'apposant sur le casque de chantier qui est nominativement affecté à un employé soit en l'accrochant à la veste de celui-ci.

b) Concernant la capacité économique et financière :

- **Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global** du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- **Les déclarations appropriées des banques** ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents,

c) Concernant les capacités techniques et professionnelles :

- **Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années**, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
- **Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Pour les marchés de travaux, de services ou pour les marchés de fournitures comportant également des travaux de pose et d'installation ou des



prestations de services, **l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise**, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché;

- **Une description de l'outillage**, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché;
- **La description de l'équipement technique** ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- **L'attestation de visite ;**
- **Habilitation d'intervention en sous-section 4 des personnels autorisés en cours de validité.**

Avant de procéder à l'analyse des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous qui ne pourra être fixé en deçà de 3 jours.

ATTENTION

1/ Pour justifier de ses capacités, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, économique et financière et techniques et professionnelles d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique, même pour les sociétés d'un même groupe.

2/ Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de ses capacités, l'un des renseignements ou documents demandés par le maître d'ouvrage, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

3/ Une même personne ne peut représenter plus d'une candidature pour un même lot.

Pour justifier les capacités d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation.

Pour tout candidat étranger, membre d'un autre pays de la Communauté Européenne, les certificats demandés devront correspondre aux impôts et taxes des administrations et autres organismes du pays. Les traductions certifiées correspondantes devront être fournies.

6.2 - Documents à produire pour l'offre (par voie électronique exclusivement)

- Un projet **d'acte d'engagement**, joint au Dossier de Consultation des Entreprises, à compléter,
- Le modèle de **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** (une par lot) complété. **Cette décomposition sera impérativement conforme aux modèles de**



DPGF jointes au Dossier de Consultation des Entreprises (une par lot). Elles ne devront pas être modifiées dans leur forme (obligation de remplir les prix d'unité, pas de globalisation de plusieurs postes).

- **Un mémoire technique** des dispositions que le candidat propose d'adopter pour l'exécution des travaux sans pour autant modifier la teneur des documents contractuels. Ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat concernant **la méthodologie d'organisation du chantier** précisant notamment :
 - les conditions d'encadrement,
 - la préparation,
 - les moyens humains dédiés à l'opération,
 - les procédures mises en place pour réaliser l'opération,
 - le projet d'installation de chantier,
 - les éventuelles remarques sur le calendrier d'exécution des travaux,
 - les mesures prises pour respecter l'hygiène et la sécurité,
 - les mesures appliquées pour réduire les nuisances phoniques.
- **Présentation du protocole et des modes opératoires d'intervention en sous-section 4 :** EPI, préparation de chantier, modes opératoires pour chaque type d'intervention, conservation et élimination des déchets.
- **Pour les lots n° 03 et 05 :** Les marques et types des matériels proposés.
- **Pour les lots n° 01, 02 et 04 :** Les fiches techniques des matériels proposés selon les prescriptions des CCTP et leurs annexes afin d'assurer la compatibilité des matériels et équipements avec l'installation existante.
- Une note exposant les mesures prévues par le candidat pour l'organisation et la gestion du tri des déchets de chantier ou il exposera et s'engagera sur les dispositions préparatoires suivantes :
 - Les modes opératoires de tri des déchets sur le chantier en fonction de leur destination c'est-à-dire les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
 - Le mode de transport et les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité los de ceux-ci,
 - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre de la collecte jusqu'à la destruction des déchets,
 - La présentation des principales filières d'éliminations : centres de stockages et/ou centre de regroupement et/ou d'unités de recyclage utilisés.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Si le soumissionnaire constate, à la lecture du DCE, une erreur, une incohérence ou une omission qu'il estime qu'elle mérite d'être rectifiée, qu'elle porte sur les quantités, les matériaux ou tout autre aspect relatif à des ouvrages ou partie d'ouvrage, doivent faire parvenir leur interrogation, via la plateforme de dématérialisation PLACE, via l'onglet « Questions » dans le respect du délai inscrit à l'article 2.3 du présent RC et selon les modalités de l'article 11 du présent RC. Le maître d'ouvrage procèdera, s'il juge l'information



pertinente et cohérente avec l'objet de l'opération, à la modification des éventuelles des pièces.

En outre, dans le cas où l'Entrepreneur proposerait un matériau ou matériel différent de celui indiqué dans son offre, il devra obligatoirement en indiquer les références afin que le Maître d'Œuvre et le Maître de l'Ouvrage puissent s'assurer de l'équivalence et de l'interopérabilité desdits matériaux ou matériel par rapport aux prescriptions du CCTP.

Déclaration de sous-traitance au stade de l'offre

Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit au maître d'ouvrage une déclaration (ou formulaire DC4 joint dans le Dossier de Consultation des Entreprises ou en accès libre et gratuit sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) mentionnant :

- (a) la nature des prestations sous-traitées ;
- (b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- (c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- (d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- (e) les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
Cette déclaration sera annexée à l'acte d'engagement du marché.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Le dossier est constitué par l'envoi de fichiers informatisés reprenant les mêmes éléments que ceux énumérés à l'article 6 du présent Règlement de Consultation.

Les plis des candidats seront remis **exclusivement** sur la plate-forme de dématérialisation de l'UIOSS de la Marne <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La transmission des plis sur un support physique électronique n'est pas autorisée, ce mode de transmission est uniquement autorisé pour la copie de sauvegarde).

Tout dépôt sur une plateforme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre est nul et non avenu.

Afin de prendre en considération les aléas dans la transmission électronique, conformément aux dispositions l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsqu'un pli a été transmis par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'UIOSS de la Marne dans le délai imparti, il sera procédé à l'ouverture de la copie de sauvegarde sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans le délai de remise des plis.



Avertissements

- ✓ Tous les fichiers seront traités préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour.
- ✓ Tout fichier contenant un virus est réputé n'avoir jamais été reçu, la copie de sauvegarde (cf. supra) sera alors exploitée par l'UIOSS de la Marne

Seule une offre par opérateur économique est recevable. Dans le cas où les candidats auraient déposé plusieurs offres pour une seule procédure, l'UIOSS de la Marne ne pourra retenir que la dernière offre reçue (tous supports confondus) et devra rejeter, avant l'ouverture des plis, les offres précédemment déposées par l'opérateur économique sans les avoir ouvertes.

ARTICLE 8 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

L'UIOSS de la Marne, en application des dispositions de l'article R2122-2 du Code de la commande publique, se réserve la possibilité de négocier sans publicité préalable et sans mise en concurrence avec un ou plusieurs opérateur(s) économique(s) :

- soit cas d'absence de candidature ou d'offre déposées dans les délais prescrits,
- soit en cas d'offres inappropriées.

8.1 - Offres

L'offre la mieux classée, c'est-à-dire l'offre économiquement la plus avantageuse, est retenue conformément aux dispositions des articles R2152-6 à R 2152-7 du Code de la commande publique.

Les offres seront classées au regard de l'application des critères et sous-critères énoncés ci-dessous dans leur ordre de priorité décroissante :



Pour les lots n°03 et 05 :

- 1. Prix : 35%**
- 2. Valeur technique de l'offre : 55%**
 - Méthodologie et organisation de chantier : 20%
 - Marque et type des matériels proposés : 20%
 - Présentation des protocoles et modes opératoires d'intervention en sous-section 4 : 15%
- 3. Note exposant l'organisation et la gestion du tri des déchets de chantier : 10%**

Pour les lots n° 01, 02 et 04 :

- 1. Prix : 35%**
- 2. Valeur technique de l'offre : 55%**
 - Méthodologie et organisation de chantier : 20%
 - Fiches techniques des matériels proposés : 20%
 - Présentation des protocoles et modes opératoires d'intervention en sous-section 4 : 15%
- 3. Note exposant l'organisation et la gestion du tri des déchets de chantier : 10%**

Le critère Prix sera évalué de la façon suivante :

L'offre la moins disante recevra la note maximale, les autres prix seront notées de la façon suivante :

$$\frac{\text{Prix moins disant}}{\text{Prix de l'offre noté}} \times \text{pondérations du sous-critère}$$

Les critères, sous-critères de la valeur technique ainsi que le critère environnemental seront jugés conformément au barème ci-dessous :

Très satisfaisant	5
Satisfaisant	4
Correct	3
Insatisfaisant	2
Très insatisfaisant	1

En cas d'absence de réponse la note sera de 0.

- En cas de discordance constatée dans une offre, le prix global et forfaitaire hors taxes porté en chiffres sur l'Acte d'Engagement, ou sur les tableaux annexés à celui-ci, prévalent sur toutes autres indications de l'offre. L'UIOSS de la Marne procèdera aux rectifications nécessaires à la comparaison des offres.
- En cas de discordance entre la décomposition du prix global et forfaitaire et l'acte d'engagement, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global et forfaitaire, le candidat pourra être invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global et forfaitaire porté en chiffres sur l'Acte d'Engagement, ou sur les tableaux annexés à celui-ci. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.
- Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'UIOSS de la Marne peut, en application des articles R.2152-1 et R.2152-2 du



Code de la commande publique, autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

- Les offres seront classées par ordre décroissant.
- En application des articles R2185-1 et R2185-2 du Code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 9 – NEGOCIATION

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec les **trois candidats** ayant présenté les meilleures offres sur le montant et/ou les modalités techniques de leur offre.

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le pouvoir adjudicateur, le maître d'ouvrage peut décider de négocier avec l'ensemble des soumissionnaires concernés.

De même, l'UIOSS de la Marne se réserve la possibilité de demander, durant la négociation si elle a lieu, aux candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable, de régulariser leur offre, à la condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Au sens de l'article L2152-2 du Code de la commande publique, une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Au sens de l'article L 2152-3 du code de la commande publique, une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure

Les négociations auront lieu soit par écrit (courrier ou mail), soit par convocation à un entretien de négociation dans les locaux de l'UIOSS de la Marne.

Un courrier/mail précisant les conditions de la négociation sera adressé aux candidats concernés.

De manière générale, les candidats sont informés que les négociations pourront porter sur :

- ✓ Le prix des prestations ;
- ✓ La valeur technique ;
- ✓ Note d'organisation et de gestion du tri des déchets de chantier.

Toute proposition complémentaire ou modificative de l'offre de base devra être transmise via la plateforme de dématérialisation au pouvoir adjudicateur et ce dans le délai fixé par l'écrit invitant le candidat à améliorer son offre.

Dans le cas où le montant total de l'offre serait modifié, la nouvelle proposition devra inclure un nouvel acte d'engagement.



Chaque candidat est libre de se retirer de la négociation à tout moment. Il est tenu toutefois d'informer le maître d'ouvrage.

A l'achèvement de la négociation, l'ensemble des offres modifiées ou non, sera présenté au pouvoir adjudicateur et fera l'objet d'un dernier classement. A l'issue de la négociation, les offres qui seront restées inacceptables ou irrégulières ne seront pas retenues.

Le candidat le mieux classé sera déclaré attributaire provisoire du marché.

Conformément à l'article R 2123-5 du Code de la commande publique, même si la négociation est prévue, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'attribuer ce marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

ARTICLE 10 – SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

Par application des articles R2143-6 à 12 et R2143-16 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai **qui ne pourra être fixé en deçà de 3 jours** à compter de la demande notifiée par le pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et autres moyens de preuves suivants :

- **Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (*articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale*).
- **Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites** ou l'état annuel des certificats reçus.
- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D 8254-2, D 8254-3, D 8254-4, D 8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.
- **Le numéro unique d'identification**, le Siren. *Un Kbis pourra cependant être demandé lorsqu'en raison d'une impossibilité technique, une administration chargée de traiter une demande ou une déclaration ne peut accéder, par l'intermédiaire du système électronique, aux données nécessaires en utilisant le numéro unique d'identification.*
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en **redressement judiciaire**.
- **Un certificat délivré par les caisses de congés payés** compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries.



- **Un certificat de cotisation retraite délivré par l'organisme Pro BTP.**

En application du Code des assurances, le marché ne pourra être définitivement attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci ait produit ou produise dans le délai précité :

- **Pour tous les lots : L'attestation d'assurance de responsabilité décennale** pour personnes soumises à cette obligation en application des articles L.241-1 et L.243-2 du Code des assurances.
- **Pour les lots n°01 et 02 : L'attestation d'assurance de responsabilité biennale**
- **Pour les lots n°01 et 02 : L'attestation d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle aux tiers et aux existants.**

En cas de non-présentation de tout ou partie des documents figurant ci-dessus, le soumissionnaire verra son offre rejetée.

En ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents justificatifs et autres moyens de preuves nécessaires pour que le marché lui soit attribué.

Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents conformément aux articles R2143-6 à 12 et R2143-16 du code de la commande publique au profit de l'offre du candidat arrivant en 2^e position et ainsi de suite.

ARTICLE 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour l'établissement de leur dossier de réponse au marché, les soumissionnaires devront formuler leur demande directement sur la plate-forme de dématérialisation de l'UIOSS de la Marne (<https://www.marches-publics.gouv.fr>.) en suivant la procédure suivante :

- ✓ Identifiez-vous sur le site.
- ✓ Cliquez sur l'intitulé correspondant à la procédure.
- ✓ Cliquez sur l'icône « questions / réponses ».
- ✓ Posez vos questions.

Pour être destinataire de l'ensemble des questions/réponses, il est indispensable d'avoir téléchargé l'intégralité du DCE à l'adresse mentionnée ci-dessus. La demande et la réponse seront consultables sur le site, par l'ensemble des candidats ayant téléchargé le DCE.

Dans tous les cas les candidats devront faire parvenir leur demande **au moins 11 jours** avant la date limite de remise des plis.



Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contiennent pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise le sera aussi auprès des autres candidats.

A Reims, le 11 mai 2023

La Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur

Le Directeur,
Le Directeur

Philippe ULMANN